

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/2

Septembre 2011

Recueil des Actes Administratifs

Arrêts réglementaires

Septembre 2011

Monsieur Michaël DELAFOSSE
Adjoint au Maire
Délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à
Montpellier territoire numérique
Abroge et remplace l'arrêté n°2009/039

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2004 ;
- Vu l'élection du Maire et des adjoints le 21 mars 2008 ;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 modifiée relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Michaël DELAFOSSE, 19^{ème} adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A l'urbanisme et l'aménagement durable : planification communale, actes et suivi de toutes les procédures relatifs à la planification urbaine, au plan local d'urbanisme (PLU), zones d'aménagement concerté, aux zones d'aménagement différé, ... ;
- A l'urbanisme opérationnel : instruction, délivrance, contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclaration préalable, procès verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux, etc...) ;
- A la protection et la mise en valeur du patrimoine : secteur sauvegardé, zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP),...,
- A la politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L241-1, procédures d'expropriation, tous les actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière,
- A Montpellier Territoire Numérique,
- A l'observatoire urbain.

Article 2 :

La délégation de fonction à monsieur Michaël DELAFOSSE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à monsieur Michaël DELAFOSSE n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge FLEURENCE, 1^{er} adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de fonction à monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Monsieur DELAFOSSE Michaël reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 30 mars 2009.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet et abroge l'arrêté n°2009/39 du 31/03/2009 à compter du 5/09/2011.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 02/09/2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 05/09/2011

Notifié le :


Certificat d'affichage

Madame le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

CERTIFIE que l'arrêté 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 de M. Delafosse, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, a été affiché en Mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 02/10/2011

**Pour Madame le Maire,
La chef de service de l'Assemblée**



Clémentine PAPA

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Pioch de Boutonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de taille de la végétation à la demande du Service D P B.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, Rue du Pioch de Boutonnet au niveau de n°1024 entre les bâtiments n°9 et n°11, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

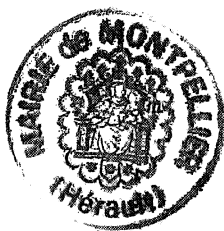
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE SAS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 1 Septembre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

06 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Avenue de Fès

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la Fête de la rentrée, organisé par Malbosc Bouge et la Mpt Rosa Lee Parks .

Arrête :

Article 1er :

Le **01 octobre 2011**, Avenue de Fès dans sa partie comprise entre la Rue François Henry d'Harcourt et l'Avenue Aglaé Adanson, la circulation est interdite, dans le sens Rue François Henty d'Harcourt vers l' Avenue Aglaé Adanson.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mpt Rosa Lee Park.

Article 4 :

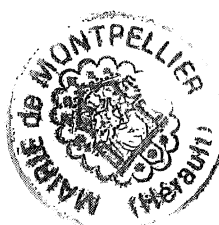
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 Septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : 06 SEP. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6071

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Pierre Causse,
Rue Jules Guesde,
Allée de Paris
et Rue de la Piscine**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue Pierre Causse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **07 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue de la Piscine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **07 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, l'Allée de Paris est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du **07 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue Jules Guesde est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 7 :

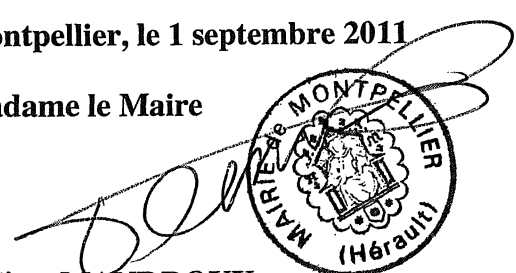
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

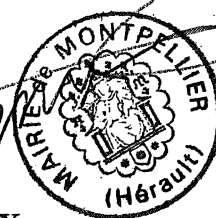
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE



Publié le : - 6 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de football MHSC-NICE, au STADE DE LA MOSSON ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 15 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Dimanche 11 septembre 2011 MHSC - NICE

Le coup d'envoi du match sera donné à 17 heures.

Article 2 :

Le **11 septembre 2011**, l'Avenue de Heidelberg partie limitée par l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **3 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 7 heures**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus et aux services de secours.

Article 3 :

Le **11 septembre 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue des Planètes et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **11 septembre 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Barcelone et l'avenue de Louisville, sur le parking situé du côté du marché, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **11 septembre 2011**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **11 septembre 2011**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue du Professeur Blayac, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 7 :

Le **11 septembre 2011**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 8 :

Le **11 septembre 2011**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **11 septembre 2011**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **11 septembre 2011**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début du match.

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

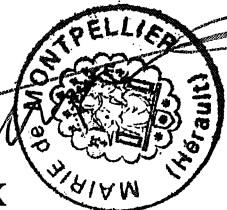
Article 15 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1er septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Casseyrols

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la Rue de Casseyrols est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 4 :

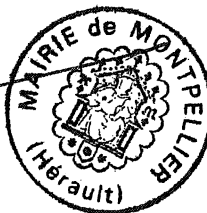

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 01 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

- 7 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Impasse Auguste Mourgues

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 septembre 2011**, Impasse Auguste Mourgues côté pair , le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame BELLET Jocelyne.

Article 4 :

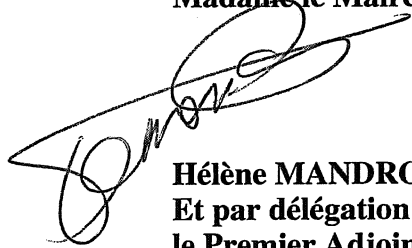
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**



Publié le :

- 6 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6074

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite sur la Route de Lodève depuis la Rue François d'Orbay vers et jusqu'à la Rue André Le Nôtre

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Lodève, emprunte :

- la Rue François d'Orbay
- la Rue André Le Nôtre

et se termine sur la Route de Lodève.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :



Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 1 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

- 6 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6081

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Jean Baumel Plan des 4 Seigneurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier organisé par l'Association Occi'zen .

Arrête :

Article 1er :

Le **09 octobre 2011**, la Place Jean Baumel Plan des 4 Seigneurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;

- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 19h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association Occi'zen .

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

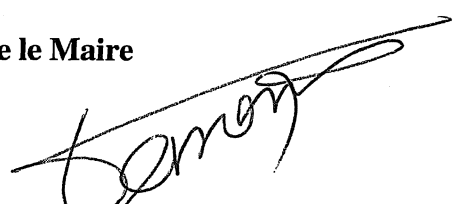
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 Septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6083

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau ERDF à la demande de ERDF Agence Ingénierie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, sur la Route de Mende au niveau du n °2091, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 06 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Général Riu

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en conformité de branchements d'eau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **19 septembre 2011** inclus, Rue Général Riu, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

06 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Deux Ponts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en conformité de branchements d'eau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Rue des Deux Ponts, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

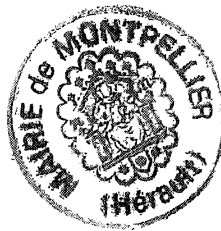
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

06 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6087

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de trottoir à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Proudhon, emprunte :

- l'Avenue de Castelnau
- la Rue de Nazareth

et se termine sur la Rue Saint Vincent de Paul.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET

Article 5 :

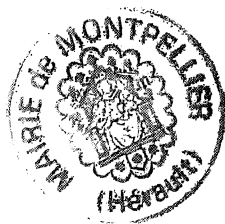
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : 06 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Allée de la Martelle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'abattage d'arbres à la demande de la DIPAN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Allée de la Martelle dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Figuerolles et la Route de Lavérune

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 17h00**.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Allée de la Martelle, emprunte :

- la Rue de la Croix de Figuerolles
- la Rue Martin Luther King
- la Rue du Père Cyprien Rome

et se termine sur la Route de Lavérune.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
SERPE

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 02 Septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

- 6 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Chasseurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5924 du **11 août 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement AEP à la demande de Veolia. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 septembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5924 du **11 août 2011** sont prorogées jusqu'au **23 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 02 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : - 6 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5899 du 11 août 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser d'autres branchements ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 septembre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5899 du 11 août 2011 sont prorogées jusqu'au 09 septembre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 2 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : - 6 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Chemin de Moularès

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5910 du 11 août 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser d'autres branchements ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 septembre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5910 du 11 août 2011 sont prorogées jusqu'au 09 septembre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 2 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : - 6 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Alco

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 septembre 2011**, la circulation est interdite Rue d'Alco depuis la Rue Serge Lifar vers et jusqu'à l'Avenue des Moulins

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue d'Alco, emprunte :

- la Rue Paul Rimbaud
- la Rue de l'Oasis
- l'Avenue des Moulins

et se termine sur la Rue d'Alco.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

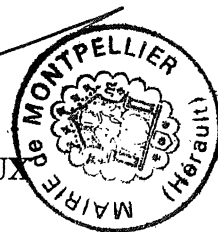
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 05 septembre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le :

- 7 SEP, 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Théroigne de Méricourt

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **4 novembre 2011** inclus, l'Avenue Théroigne de Méricourt dans sa partie comprise entre l'Avenue Raymond Dugrand et la Rue Aung San Suu Kyi est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Théroigne de Méricourt, emprunte :

- la Rue Elie Wiesel
- et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 5 :

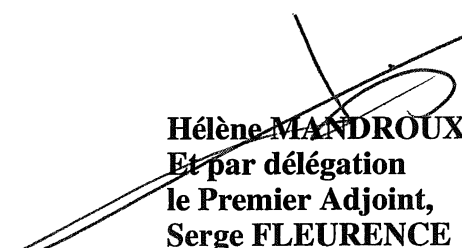
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

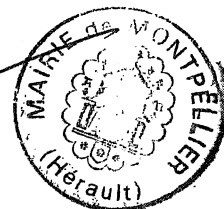
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE



Publié le : 6 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Guillaume Pellicier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise de branchements d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **29 septembre 2011** inclus, la Rue Guillaume Pellicier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 09 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel du Corum

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la DEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 septembre 2011 et jusqu'au 14 septembre 2011 inclus, la circulation est interdite Tunnel du Corum
Ces dispositions sont applicables de 22h00 à 06h00.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg de Nîmes et se termine sur la Place du Onze Novembre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DEP.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011

Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)' around a central emblem.

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 09 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Bastion Ventadour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la DEP. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 septembre 2011 et jusqu'au 14 septembre 2011 inclus, la circulation est interdite Rue du Bastion Ventadour
Ces dispositions sont applicables de 22h00 à 6h00.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place d'Olympie, emprunte :

- la Rue des Pertuisanes

et se termine sur le Boulevard d'Antigone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DEP.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROU
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 09 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6091

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre le nettoyage du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police en fonction des travaux dans le tunnel.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **15 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.

L'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **15 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la PPP.

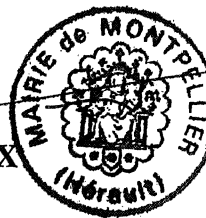
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 09 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Guynemer

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue Guynemer est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Maur, emprunte :

- l'Avenue Xavier de Ricard
- et se termine sur la Rue des Pinsons.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6099

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesure libre Boulevard du Jeu de Paume

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de sondages à la demande du Service Voirie de la Mairie de Montpellier. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Les véhicules de l'entreprise BEC sont autorisés à circuler dans la voie de bus Boulevard Jeu de Paume.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

09 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6101

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Multipliants

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Multipliants

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Puits du Temple, emprunte :

- la Rue des Balances
- et se termine sur la Rue Roucher.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6102

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lunaret

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, 7ème Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseau à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la Rue Lunaret dans sa partie comprise entre la Rue Abert et la Rue du Jeu de Mail des Abbés est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lunaret, emprunte :

- la Rue Abert

et se termine sur l'Avenue de Castelnau.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

Article 5 :

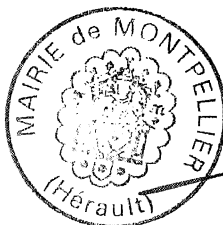
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le septième Adjoint,
Philippe THINES**

Publié le : 12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Printemps

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réhabilitation d'un bâtiment à la demande de Dumez Sud ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **30 décembre 2011** inclus, la Rue du Printemps sur une distance de 30m avant son intersection avec la Rue Tour Gauraud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sur la voie de circulation ;
- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la déviation des véhicules se fera en lieu et place du stationnement.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Dumez Sud.

Article 4 :

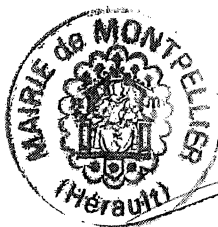
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Philippe THINES**

Publié le :

09 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Foch

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5980 du **18 août 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sont encore en cours ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 septembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5980 du **18 août 2011** sont prorogées jusqu'au **16 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011
Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

09 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6107

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Rome

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de voirie à la demande du service voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, l'Avenue de Rome dans sa partie comprise entre la Limite de commune et la Rue Jean Cavaillès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'Eurovia

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : - 7 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Théroigne de Méricourt

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 12 septembre 2011 et jusqu'au 14 octobre 2011 inclus, l'Avenue Théroigne de Méricourt dans sa partie comprise entre l'Avenue Raymond Dugrand et la Rue Aung San Suu Kyi est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Théroigne de Méricourt, emprunte :

- la Rue Elie Wiesel

et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

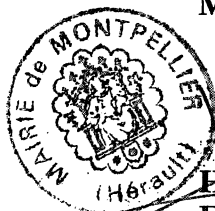
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 7 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6100

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue François Daumas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux à la demande de DIFFAZUR PISCINE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 septembre 2011**, la circulation est interdite Rue François Daumas
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 14h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue François Daumas, emprunte :

- l'Avenue du Château d'O
- la Rue André Chamson
- la Rue Jean François Champollion

et se termine sur la Rue François Daumas.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR PISCINE.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : - 7 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6104

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Etienne Antonelli

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thinès, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 septembre 2011** et jusqu'au **12 novembre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli, dans sa partie comprise entre le Pont Jean Zuccarelli et la Rue du Moulin des Sept Cans est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- les deux voies, dans le sens allant du Pont Jean Zuccarelli vers la Rue du Moulin des Sept Cans sont interdites à la circulation générale.
- La circulation est basculée sur les deux voies opposées, circulants à double sens de circulation pour la circonstance.
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/ la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : - 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6093

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond-point des Prés d'Arènes et Rue de l'Abrivado

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thinès, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **20 septembre 2011** inclus, le Rond-point des Prés d'Arènes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche dans l'anneau du giratoire est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00**.
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- la circulation est interdite Rue de l'Abrivado.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point des Prés d'Arènes, emprunte :

- l'Avenue du Mas Argelliers
- l'Avenue du Marché Gare
- la Rue de l'Industrie

et se termine sur l'Avenue des Prés d'Arènes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 septembre 2011

Madame le Maire


**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le : - 8 SEP. 2011

Département Urbanisme
et Aménagement
Direction Aménagement
Programmation
Service Planification -
Urbanisation nouvelle

Adresse postale :
Mairie de Montpellier
1 Place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2
Tramway T1 : Hôtel de Ville
Bureaux : Carré Montmorency
474 Allée Henri II de
Montmorency - 34000 Montpellier
Tramway T1 : Léon Blum
Fax : 04 67 34 87 61

Réf. : 477scpc11
Affaire suivie par : S. Callé
sabine.calle@ville-montpellier.fr
Tél : 04 67 34 88 93



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'ont été affichés, à compter du mercredi 3 août 2011 jusqu'au lundi 5 septembre 2011 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville :

- l'arrêté municipal n° DAP 9-2011 en date du 28 juillet 2011 concernant l'autorisation de supports et d'appareillages sur les propriétés privées pour l'éclairage public de la troisième ligne du tramway ;
- l'arrêté municipal n° DAP 10-2011 en date du 28 juillet 2011 concernant l'autorisation de supports et d'appareillages sur les propriétés privées pour la ligne aérienne de contact de la troisième ligne du tramway.

Montpellier, le 6 septembre 2011

**Pour Madame le Maire,
La Directrice de l'Aménagement
et de la Programmation**


Sylvie MAHOT

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Pont Jean-Rodolphe Perronet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **26 septembre 2011** inclus, le Pont Jean-Rodolphe Perronet est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

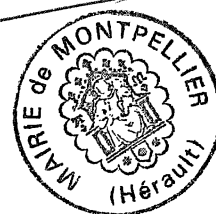
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le : 12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6114

Arrêté temporaire Circulation alternée Rue de l'Aiguelongue

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau EU à la demande du Service des Eaux CAM .

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Rue de l'Aiguelongue dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin de Gasconnet et la Rue du Pioch de Boutonnet, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 09 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6115

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Rue de la Croix de Lavit

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement au réseau ERDF à la demande de ERDF ARE.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **12 octobre 2011** inclus, Rue de la Croix de Lavit dans sa partie comprise entre la Rue René Etiemble et le n° 436, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF ARE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6118

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Tarragone

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de parking bicyclette à la demande du Service Voirie de la mairie de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Rue de Tarragone dans sa partie comprise entre la Rue de la Méditerranée et la Rue de Barcelone les deux premières places de stationnement débutant de la rue de la Méditerranée vers la rue de Barcelone., le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise URBAN-NT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

09 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Tarragone, Rue François Périer et Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau E.P. à la demande du service RTEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de Tarragone dans sa partie comprise entre la Rue de la Méditerranée et l'Avenue du Pont Juvénal

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de police et de service public
- aux riverains

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Tarragone, emprunte :

- la Rue de la Méditerranée
- la Rue Laffite
- la Rue de Barcelone
- la Rue Isidore Girard
- la Rue Lamartine

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 2 :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, Rue François Périer, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal côté pair dans sa partie comprise entre la Rue François Périer et le Quai Laffite, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la RTEP.

Article 6 :

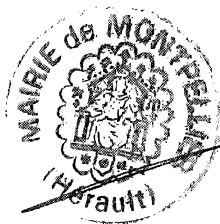
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 07 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Pirée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Pirée dans sa partie comprise entre l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli et le Chemin de Moularès.

Article 2 :

Une déviation est mise en place pour les véhicules de plus de 3,5t. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli, emprunte :

- la Rue du Moulin des Sept Cans
- et se termine sur l'Avenue du Pirée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

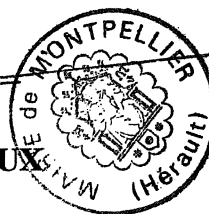
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le :

- 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6120

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Maurin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **19 septembre 2011** inclus, l'Avenue de Maurin, dans le sens allant Boulevard Berthelot à la Rue des Payroliers, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

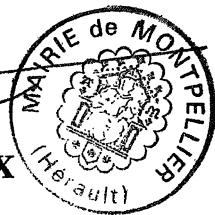
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : - 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6117

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Ernest Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **26 septembre 2011** inclus, la Place Ernest Granier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- une voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 8 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Ernest Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **29 septembre 2011** inclus, la Place Ernest Granier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- une voie est alternativement interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00**.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

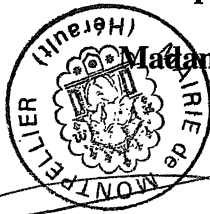

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011


Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6113

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Palavas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, l'Avenue de Palavas dans sa partie comprise entre l'Avenue du Maréchal Leclerc et Rond-point des Prés d'Arènes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : - 8 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Impasse du Mas Argelliers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thinès, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Impasse du Mas Argelliers, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

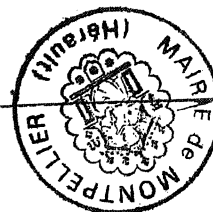
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : - 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6112

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Palavas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thinès, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Avenue de Palavas, dans le sens de la Rue de Saint Hilaire vers l'Avenue Docteur Jacques Fourcade, un sens unique est institué.

Article 2 :

À compter du **06 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, l'Avenue de Palavas dans sa partie comprise entre la Rue de Saint Hilaire et l'Avenue Docteur Jacques Fourcade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Palavas, emprunte :

- l'Avenue Docteur Jacques Fourcade
- l'Avenue du Pont Trinquat
- la Rue de Saint Hilaire
- la Rue de Centrayrargues
- le Chemin de Moularès

et se termine sur l'Avenue de Palavas.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 8 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6108

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue de Corse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux paysagers à la demande de Mme CLAVERIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 septembre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue de Corse dans sa partie comprise entre l'Avenue du Comté de Nice et la Rue de Marseille, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules travaillants pour Mme CLAVERIA.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

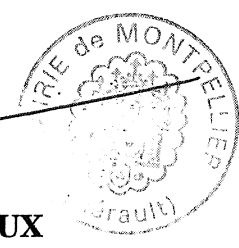

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 08 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6129

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Vauguières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement d'eau à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 septembre 2011** et jusqu'au **23 septembre 2011** inclus, sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Carbonnier et la Rue Le Titien est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 8 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011T6126

**Arrêté temporaire
Mesure libre
Route de Lodève**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du Tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Rue François d'Orbay , un double sens sera remis en place

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 08 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesure libre Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du Tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 septembre 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Rue François d'Orbay , un double sens sera remis en place

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

**Madame le Maire**
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens interdit Rue du Pilory

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du Tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **17 septembre 2011** inclus, Rue du Pilory depuis la Rue Favre de Saint Castor vers et jusqu'à l'Avenue des Moulins, un sens interdit est institué. Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 7h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6124

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du Tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **24 septembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève depuis Carrefour Paul-Henri Spaak vers et jusqu'à la Rue François d'Orbay, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

 **Madame le Maire**
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6123

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du Tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 septembre 2011** et jusqu'au **17 septembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève depuis l'Avenue des Moulins vers et jusqu'à la Rue Lejzer Zamenhof, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

La circulation des véhicules est interdite sur 50m.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

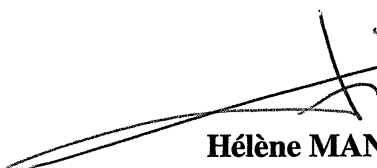
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

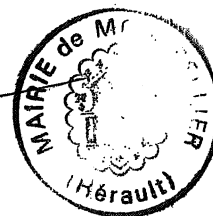
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le :

12 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6127

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Crête

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réhabilitation des bureaux de la Direction Travail et Emploi à la demande de l'entreprise Barsalou ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 19 septembre 2011 et jusqu'au 29 mars 2013 inclus, Rue de Crête, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires aux travaux de réhabilitation. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Barsalou.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg de la Saunerie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la manifestation organisée par les commerçants de l'Association " A.C.A.P.L.O.S. " ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 septembre 2011**, la Rue du Faubourg de la Saunerie dans sa partie comprise entre le Boulevard de l'Observatoire et la Place Saint Denis est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 10h à 21h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de police
- aux riverains
- le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 10h à 21h.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association " A.C.A.P.L.O.S."

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 08 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6046 du 30 août 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de l'Agglomération de Montpellier ;

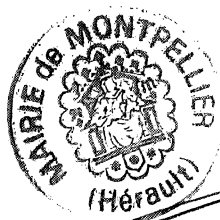
Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 septembre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6046 du 30 août 2011 sont prorogées jusqu'au 16 septembre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 8 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

09 SEP. 2011

uo

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6131

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de l'Ecole de Pharmacie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de l'Ecole de Pharmacie

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Aiguillerie, emprunte :

- la Rue de la Carbonnerie
- la Rue de Girone

et se termine sur la Rue Fournarié.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 5 :

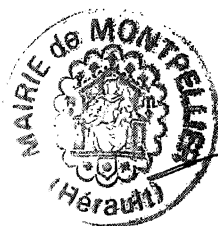
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6049

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard des Arceaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la Fête des Arceaux ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 octobre 2011**, la circulation est interdite Boulevard des Arceaux dans sa partie comprise entre la Rue Saint Louis et la Rue Marioge
Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 23h30.**

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette portion de voie se fera par la Rue Saint Louis, la Rue Subleyras et la Rue Marioge.

Article 3 :

Le **01 octobre 2011**, Boulevard des Arceaux dans sa partie comprise entre la Rue Marioge et la Rue Maillart, le stationnement est interdit côté aqueduc.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Protocole.

Article 6 :

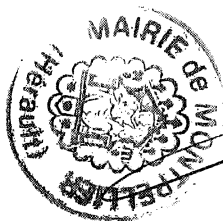
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe Thines**

Publié le : 12 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Raoul Dufy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-P3 du 12 janvier 2011, règlementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la rue Raoul Dufy ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Raoul Dufy depuis la Rue Georges Braque vers et jusqu'à l'Avenue du Mondial 98.

Article 2 :

La Rue Raoul Dufy à son extrémité après la rue Georges Braque est une voie mise en impasse.

Article 3 :

Le stationnement est interdit Rue Raoul Dufy des deux côtés dans la partie de voie en impasse.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Raoul Dufy des deux côtés dans sa partie comprise entre l'Avenue du Mondial 98 et la Rue Georges Braque.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les cycles ont 5 places réservées Rue Raoul Dufy côté impair au niveau de l'intersection des rues Raoul Dufy et Georges Braque.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Raoul Dufy côté pair au n° 64.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-P3 du **12 janvier 2011** susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 9 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

21 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6132

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Rue des Bengalis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement des branchements plomb à la demande de VEOLIA.

Arrête :

Article 1er :

À compter du 26 septembre 2011 et jusqu'au 07 octobre 2011 inclus, Rue des Bengalis, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

MA

Article 4 :

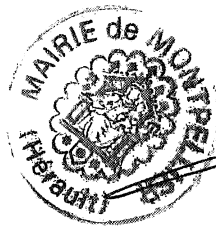
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le _____

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Cavalerie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6014 du **25 août 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 septembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6014 du **25 août 2011** sont prorogées jusqu'au **16 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 9 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alger

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réhabilitation du secteur à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 09 septembre 2011 et jusqu'au 07 novembre 2011 inclus, la circulation est interdite Rue d'Alger dans sa partie comprise entre la Rue de la République et la Rue Durand

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Anatole France, emprunte :

- la Rue Durand

et se termine sur la Rue d'Alger.

Article 2 :

À compter du 09 septembre 2011 et jusqu'au 07 novembre 2011 inclus, Rue d'Alger dans sa partie comprise entre la Rue de la République et la Rue Durand, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 09 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6135

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Tarragone

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de signalisation horizontale à la demande du Service Voirie de la mairie de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Rue de Tarragone dans sa partie comprise entre la Rue de la Méditerranée et la Rue de Barcelone, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AXIMUM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 09 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse Louis-Charles Eymar

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 septembre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, l'Impasse Louis-Charles Eymar est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 9 Septembre 2011
Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une animation de quartier à la demande de l'Association La Maison du Judo ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 octobre 2011 à 13 h** et jusqu'au **02 octobre 2011 à 1h** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue d'Obsen ;
- la Place Henri Krasucki ;
- la Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue des Abeilles ;
- la Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue de Cronstadt et la Place Henri Krasucki.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de la rue du Faubourg Boutonnet par :
 - la Rue de Cronstadt
 - la Rue Nozeran
- en provenance de la rue Marie Caizergues par :
 - la Rue des Abeilles

Article 3 :

À compter du **01 octobre 2011 à 13h** et jusqu'au **02 octobre 2011 à 1h** inclus, Rue Marie Caizergues dans le sens place Krasucki vers la Rue des Abeilles, un sens unique est institué.

Article 4 :

À compter du **01 octobre 2011 à 13h** et jusqu'au **02 octobre 2011 à 1h** inclus, Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue des Abeilles, Rue Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue Cronstadt et la Place Krasucki, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5:

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

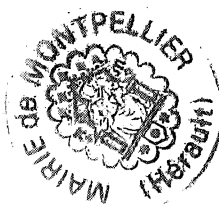
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association La Maison du Judo

Article 8:

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire
Philippe THINES



Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement dans les voies submersibles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- VU l'arrêté municipal DGU/2006-1 du 04 janvier 2007, relatif à l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT que lors des phénomènes météorologiques occasionnant l'inondation de certaines portions voies, il est nécessaire de mettre en place des restrictions de circulation et de stationnement de manière urgente afin d'assurer la sécurité des usagers ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur l'Avenue Henri Becquerel dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue Louis Lépine et l'Allée Jean-Marie Tjibaou.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour tous les véhicules en provenance de l'avenue Pierre Mendès France par :
 - le Rond-point Evariste Galois
 - la Rue Alfred Nobel
 - la Rue de la Vieille Poste
 - le Rond-point Benjamin Franklin
- pour tous les véhicules en provenance du rond-point Benjamin Franklin par :
 - la Rue Louis Lépine
 - la Rue Alfred Nobel
 - le Rond-point Evariste Galois

Article 2 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur la Voie Domitienne dans les deux sens, dans sa partie comprise entre le Rond-Point Général Paris de Bollardière et l'accès à la Cité Universitaire située au N°259 de la Voie Domitienne.

Une déviation est mise en place dans les deux sens. Cette déviation, entre le Rond-Point Général Paris de Bollardière et la Voie Domitienne, emprunte :

- l'Avenue du Père Soulas
- le Rond-point Jules Ventre
- la Rue Hippolyte Rech
- l'Avenue Charles Flahault.

Article 3 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur :

- la Rue du Faubourg Saint Jaumes dans sa partie comprise entre la Rue Auguste Broussonnet et la Rue Gerhardt ;
- la Rue Doria dans sa partie comprise entre l'Avenue d'Assas et la Rue du Carré du Roi ;
- la Rue Gerhardt.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 4 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur la Route de Ganges dans le passage dénivelé sous le pont Lapeyronie, dans les deux sens.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour tous les véhicules en provenance du Sud par :
 - la Route de Ganges
 - le Pont Lapeyronie
 - la Route de Ganges
- pour tous les véhicules en provenance du Nord par :
 - l'Avenue du Doyen Gaston Giraud
 - le Pont Lapeyronie
 - la Route de Ganges

Article 5 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur :

- l'Avenue de Maurin dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue d'El Alamein et la Rue Jugurtha ;
- la Rue de Montels-Eglise dans les deux sens, dans sa partie comprise entre le Rond-Point Paul-Louis Bret et la Rue Chanoine Bessède.

Une déviation est mise en place dans les deux sens. Cette déviation, entre le rond-point Paul Louis Bret et la rue Montels-Eglise, emprunte :

- l'Avenue du Colonel Pavelet
- la Rue de la Castelle
- la Rue du Mas Saint Pierre
- la Rue Montels Saint Pierre
- la Rue du Mas Saint Pierre

Article 6 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur l'Avenue du Pirée dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Place Jean Bène et le Pont Raymond Chauliac.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains des rues des Gabares et des Caupols.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour tous les véhicules en provenance de la place André Levy par :
 - le Chemin de Moularès
 - l'Avenue du Pont Juvénal
 - la Rue Poséidon
 - le Carrefour de l'Aéroport International
- pour tous les véhicules en provenance du carrefour de l'Aéroport International par :
 - l'Avenue du Pirée
 - la Rue de Rhodes
 - l'Avenue du Pont Juvénal
 - l'Avenue des Droits de l'Homme
 - le Chemin des Barques
 - la Place Jean Bène

Article 7 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur :

- la Rue Michelet dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue Mareschal et l'Avenue des Etats du Languedoc ;
- l'Avenue du Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue Aristide Ollivier.

Article 8 :

La circulation est interdite à tous les véhicules sur :

- l'Avenue de la Liberté depuis le Pont Bertrand Garipuy vers et jusqu'au Boulevard Jacques Fabre de Morlhon ;
- le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon.

La déviation suivante est mise en place pour tous les véhicules en provenance de l'avenue de la Liberté par :

- le Pont Bertrand Garipuy
- le Pont Jean-Rodolphe Perronet
- l'Avenue Albert Dubout
- la Rue de Centrayrargues
- l'Avenue de Palavas
- le Rond-point des Prés d'Arènes

Article 9 :

La circulation est interdite à tous les véhicules dans le Rond-point des Prés d'Arènes dans sa partie comprise entre la Rue de l'Abrivado et le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour tous les véhicules en provenance de l'avenue de la Liberté par :
 - le Pont Bertrand Garipuy
 - le Pont Jean-Rodolphe Perronet
 - l'Avenue Albert Dubout
 - l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli
 - le Chemin de Moularès
- pour tous les véhicules en provenance du rond point des Prés d'Arènes par :
 - l'Avenue de Palavas
 - l'Avenue Albert Dubout
 - le Pont Jean-Rodolphe Perronet
 - le Pont Bertrand Garipuy
 - l'Avenue de la Liberté

Article 10 :

L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules sont interdits sur :

- toutes les portions de voies fermées à la circulation citées dans les articles précédents pour des raisons de sécurité en cas de risque ou d'inondation de ces voies ;
- l'Avenue du Pirée des deux côtés dans sa partie comprise entre la Place Jean Bène et le Pont Raymond Chauliac ;
- l'Avenue de Maurin des deux côtés dans sa partie comprise entre l'Avenue d'El Alamein et la Rue Jugurtha sur les accotements.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents fera l'objet d'un déplacement technique du véhicule.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet dès la mise en place de la signalisation.

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011

Madame le Maire



[Signature]
Hélène MANDROUX

Publié le :

21 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de curage de fossé à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Avenue de la Liberté depuis la Rue du Professeur Forgeue vers et jusqu'à la Rue de la Taillade, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Rue de Bionne dans sa partie comprise entre le Chemin des Traverses et l'Impasse Edouard Martel, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'EUROVIA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

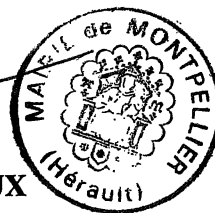
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 Septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6145

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Viollet Le Duc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de taille d'élagage à la demande de DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue Viollet Le Duc (partie longeant l'Avenue de la Recambale) est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE

Article 4 :

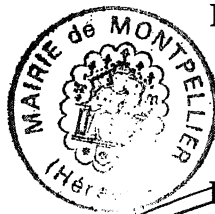
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 Septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 19 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond Point d'ALCO

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-7, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de l'aménagement du giratoire à la demande du CG34 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **12 septembre 2012** inclus, la voie réservée aux transports en commun dans sa partie comprise entre Rond-point du H et la Rue d'Alco, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de transport en commun
- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public

Article 2 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de la Rue Jean Bart et de Rond-point du H, les conducteurs circulant sur la Rue Jean Bart sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de la Rue donnant sur le Conseil Général et de Rond-point du H, les conducteurs circulant sur la Rue donnant sur le Conseil Général sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de Rond-point du H et de l'Avenue des Moulins, les conducteurs circulant sur l'Avenue des Moulins sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de Rond-point d'Alco et de la voie réservée aux transports en commun, les conducteurs circulant sur la voie réservée aux transports en commun sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de l'Avenue des Moulins et du Rond-point Blayac, les conducteurs circulant sur l'Avenue des Moulins sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 7 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de la Rue du Professeur Blayac et du Rond-point Blayac, les conducteurs circulant sur la Rue du Professeur Blayac sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

Du **12 septembre 2011** au **12 septembre 2012** à l'intersection de l'Avenue des Moulins et de la voie réservée aux transports en commun, les conducteurs circulant sur la voie réservée aux transports en commun sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **12 septembre 2012** inclus, Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Rue de Malbosc et la Rue d'Alco, il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.

Article 10 :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **12 septembre 2012** inclus, Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la voie réservée aux transports en commun et Rond-point du H, il

est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.

Article 11 :

À compter du **12 septembre 2011** et jusqu'au **12 septembre 2012** inclus, Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Rue d'Alco et la Rue du Professeur Blayac, il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 13 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du CG 34

Article 14 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

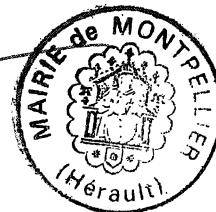
Article 15 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le : 15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6140

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Boulevard Pénélope

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des deux roues sur la piste cyclable de la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement électrique à la demande de E.R.D.F. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, Boulevard Pénélope sur la piste cyclable, au droit de l'entrée de la clinique du Millénaire, la circulation des deux roues est interdite.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de E.R.D.F.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6138

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Eglantiers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de trottoir à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue des Eglantiers entre le n° 1 et le n° 15 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par piquet K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

Article 4 :

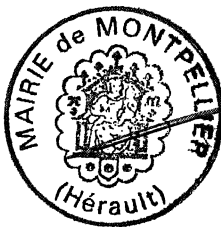
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6139

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Barcelone

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de maçonnerie à la demande de M. AUBERGER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 septembre 2011** et jusqu'au **12 octobre 2011** inclus, Rue de Barcelone dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et la Rue de l'Aire sur deux places de stationnement face au numéro 35., le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

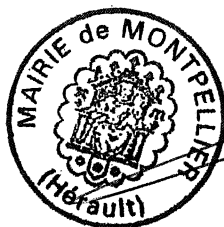
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 15 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6141

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Portalière des Masques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension du réseau électrique à la demande de Erdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Rue de la Portalière des Masques dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Demessieux et la Rue Théophraste Renaudot est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Erdf.

Article 4 :

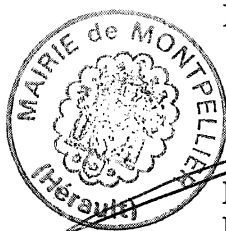
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 15 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 19 septembre 2011 et jusqu'au 09 octobre 2011 inclus, la Rue Marceau dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et le Cours Gambetta est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Henri IV, emprunte :

- la Rue Pitot
- l'Avenue d'Assas
- la Rue Saint Louis
- la Place Leroy-Beaulieu

et se termine sur le Cours Gambetta.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 19 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6153

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Beau Séjour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **23 septembre 2011** inclus, la Rue Beau Séjour est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 septembre 2011



Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pilory

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6125 du **12 septembre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6125 du **12 septembre 2011** sont prorogées jusqu'au **20 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 septembre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6156

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Pierre Causse, Rue Jules Guesde, Allée de Paris et Rue de la Piscine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de création de réseau télécom à la demande de FREE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue Pierre Causse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue de la Piscine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, l'Allée de Paris est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du **03 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue Jules Guesde est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

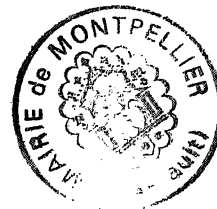
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **27 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie sauf pour les véhicules de secours et de police en fonction des travaux dans le tunnel.

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **27 septembre 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de RETEP.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, le Directeur Général des Services de la Ville et le Premier Adjoint sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011
Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

20 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6160

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Bartholdi et Rue Aristide Maillol

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de trottoir à la demande de la Mairie de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2011** et jusqu'au **27 septembre 2011** inclus, Rue Bartholdi, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **21 septembre 2011** et jusqu'au **27 septembre 2011** inclus, Rue Aristide Maillol, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MALET.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

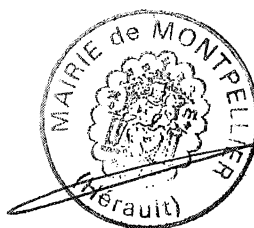
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011



**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6161

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Louis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement linéaire à la demande de France Telecom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **02 novembre 2011** inclus, du n°5 au n°9 de la Rue Saint Louis, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **02 novembre 2011** inclus, Rue Saint Louis, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

Article 5 :

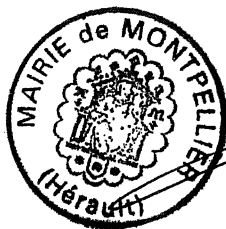
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies Divers Secteur Croix D'Argent

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er Septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Phillippe Thines, adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de réfection définitives de tranchées à la demande du service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, les différentes rues sont soumises aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- Boulevard Paul Valéry.
- Rue de Cholet.
- Rue des Fourbisseurs.
- Rue de Costa Brava.
- Rue Jacques Bounin.
- Avenue Villeneuve d'Angoulême.
- Rue Jules Verne.
- Rue Gaston Bachelard.
- Rue de la Marquerose.
- Rue Ampourias.
- Rue Colucci.
- Avenue de Maurin.
- Boulevard Berthelot.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de L'entreprise **SCREG**.

Article 4 :

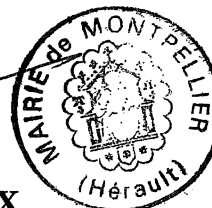
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Phillipe THINES

Publié le : 20 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6162

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Figairasse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de réfection de trottoir à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **03 octobre 2011** inclus, la Rue de la Figairasse dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Figuerolles et la Rue du Velay est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

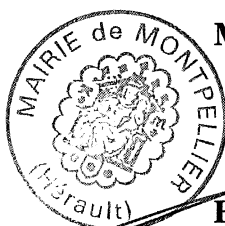
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 Septembre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard d'Orient

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur réseau à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 septembre 2011** et jusqu'au **23 septembre 2011** inclus, le Boulevard d'Orient dans sa partie comprise entre la Rue Nouvelle et la Rue de Constantine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

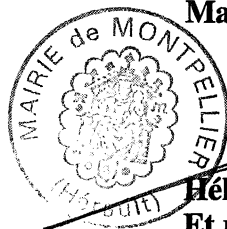
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Albert Dubout

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de construction de mur de soutènement à la demande de l'entreprise BEC. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, l'Avenue Albert Dubout, dans la bretelle de liaison avec l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC.

Article 4 :

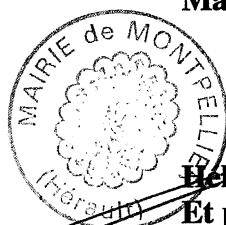
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Et par délégation

l' Adjoint au Maire,

Philippe THINES

Publié le :

20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 13 septembre 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MORENO Alexis, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Branchement linéaire.

Localisation : Route de Mende.

Linéaire : 21 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

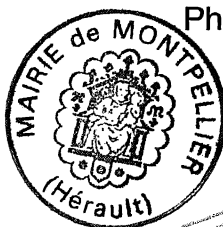
Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mercredi 14 septembre 2011

**Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint Délégué,**

Philippe THINES



Publié le : 21 SEP. 2011
Notifié le :

**Délégations de signature - Département Action Solidaire
Annule et remplace l'arrêté 2011/0002/T/R**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19, L-2122-30, 2122-32, R 2122-8 et R 2122-10.
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier et les avis du comité technique paritaire ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2010/390 modifiant la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation au Maire ;
- Vu le Comité Technique Paritaire du 27 mai 2011,

Arrête :

Article 1^{er} :

Dans le cadre de la direction générale des services de la Ville de Montpellier, le département Action Solidaire est composé de :

- La Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports (DREJS)
- La Direction Relations aux Publics (DRP)
- La Direction Culture et Patrimoine (DCP)
- La Mission Cohésion Sociale (MCS)
- Logement Emploi Insertion (LEI)

Article 1.1:

Monsieur Jean-Paul DAYRE, directeur général adjoint des services, responsable du département action solidaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 193 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4 000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 2 :

Dans le cadre de la direction générale des services de la ville de Montpellier, la Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et Sports est composée des services :

- Construction et Maintenance
- Restaurants Scolaires
- Enfance

- Jeunesse et Sports
- Education

Article 2.1 :

Monsieur André JEAN, directeur de la réussite éducative de la jeunesse et sports, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4 000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 2.2 :

2.2.1 Madame Hélène PARTIMBENE, chef du service construction et maintenance, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs Madame Hélène PARTIMBENE, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin en cas d'absence ou d'empêchement de Madame PARTIMBENE, Monsieur Dominique DELAHAYE, chef adjoint du service construction et maintenance reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service construction et maintenance.

2.2.2 Monsieur Pierre ANGLES, chef du service restaurants scolaires, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Pierre ANGLES, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur ANGLES, Monsieur Jean-Louis DESPLAN, chef adjoint du service restaurants scolaires reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service restaurants scolaires.

2.2.3 Madame Emmanuelle FACQ, chef du service enfance, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Emmanuelle FACQ, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin en cas d'absence ou d'empêchement de Madame FACQ, Mesdames Simone SCIALO et Agnès LACROIX, Coordinatrices de crèche, reçoivent délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Enfance.

2.2.4 Monsieur LAPEYRONIE, chef du service jeunesse et sports, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur LAPEYRONIE, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et

l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Mesdames Geneviève CHABBERT, Attachée territoriale et Christiane CONTE, Attachée territoriale principale, reçoivent délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Jeunesse et sports (Madame CHABBERT pour les affaires sportives et Mme CONTE pour celles concernant la jeunesse).

2.2.5 Monsieur Henri QUATREFAGES, chef du service éducation, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Henri QUATREFAGES, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur QUATREFAGES, Monsieur Jean-Pierre GALAUD, Responsable du Pôle de Gestion du Personnel des Ecoles au service Education reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Education.

Article 3 :

Dans le cadre de la direction générale des services de la ville de Montpellier, la Direction des Relations aux Publics est composée des services :

- Hygiène et Santé
- Administration des Cimetières
- Population/ Accueil / Standard
- Etat - Civil
- Vie Quotidienne.

Article 3.1 :

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des relations aux publics, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4 000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

Article 3.2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olga KROMPASZKY, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la directrice adjointe : Madame Danielle GONCALVES.

Article 3.3 :

3.3.1 Madame Claudie GUYARD, chef du service Population/ Accueil / Standard, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Claudie GUYARD reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Madame Claudie GUYARD reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

3.3.2 Madame Gilda VICART, chef du service Administration des cimetières, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Gilda VICART reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Madame Gilda VICART reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Gilda VICART reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

3.3.3 Madame Floriane AUBIN, chef du service Hygiène et Santé, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, madame Floriane AUBIN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

3.3.4 Madame Ghyslaine BACCHINI, chef du service Etat-civil, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Ghyslaine BACCHINI reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Madame Ghyslaine BACCHINI reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Ghyslaine BACCHINI reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

3.3.5 Madame Aude CLARY, chef du service Vie quotidienne, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, à compter du 1^{er} septembre 2011, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Aude CLARY reçoit, à compter du 1^{er} septembre 2011, délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Madame Aude CLARY reçoit, à compter du 1^{er} septembre 2011, délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Aude CLARY reçoit également délégation de fonction pour délivrer toutes copies ou extraits d'actes d'Etat civil enregistrés à Montpellier.

Article 4 :

Dans le cadre de la direction générale des services, la Direction de la Culture et du Patrimoine est composée des services :

- Administration
- Archives Municipales
- Lieux d'Expositions et d'histoires
- Partenariat Culturel
- Manifestations Culturelles

Article 4.1 :

Madame Valérie ASTESANO, directrice de la Culture et du Patrimoine, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4 000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 4.2 :

4.2.1 Madame Carine BAQUIER, chef du service Administration, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Carine BAQUIER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

4.3.2 Madame Christine FEUILLAS, chef du service Archives Municipales, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christine FEUILLAS, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

4.2.3 Monsieur Georges OURMET, chef du service Manifestations Culturelles, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Georges OURMET, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

4.2.4 Madame Madeleine FAURE, chef du service Lieux d'Expositions et d'Histoire, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Madeleine FAURE, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

4.2.5 Monsieur Christian BOUQUET, chef du service Partenariat Culturel, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Christian BOUQUET, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Article 5 :

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de la Mission Cohésion Sociale, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4 000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 6 :

Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Chef du service Logement Emploi Insertion, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris pour dans le cadre de la gestion courante, préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Emmanuel GUILLERMO, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Article 7 :

Le présent arrêté annule les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14/09/2011
Madame le Maire de Montpellier



Hélène MANDROUX

Publié le : 15/09/2011

Notifié le :

**Démarche de l'élaboration du Projet Urbain.
Concours d'urbanisme et choix du lauréat.
Abrogation de l'arrêté n°2011/0434/T/R et désignation de
Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué à
l'urbanisme, comme nouveau représentant de Madame le
Maire en tant que Président du jury.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités locales et notamment l'article L.2212-18;
- Vu le code des marchés publics et notamment les articles 22 et 24;
- Vu la délibération n°2010/455 prise par le conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 8 novembre 2010 approuvant le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain et désignant les membres du jury du concours élus en son sein;-
- Vu l'arrêté n° 2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégations de fonctions à Monsieur Philippe SAUREL;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué à l'urbanisme, est désigné en tant que nouveau représentant de Madame le Maire comme Président du jury du concours du Projet Urbain en vue de choisir un urbaniste chargé de la conception et de l'élaboration du projet urbain de Montpellier.
Cet arrêté abroge l'arrêté n°2011/0434/T/R.

Article 2^{ème} :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14/09/2011

Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publié le : 15/09/2011

Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place de Chine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mobiliers urbain, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Place de Chine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **URBAN**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Septembre 2011

Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping horizontal stroke with a small loop at the end, and a shorter, curved stroke intersecting it from below.

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de **ERDF** ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Rue Jacques Bounin et la Rue François Mireur est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **ERDF**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

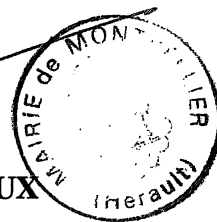
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Septembre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Chasseurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de **ERDF** ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue des Chasseurs dans sa partie comprise entre la Rue des Salins et l'Avenue de Toulouse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de

Article 4 :

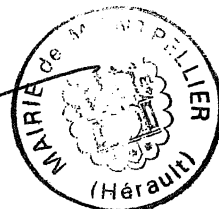
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Septembre 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6170

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite STADE YVES DU MANOIR

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby ' MHR/Union Bordeaux-Bègles ' au stade Yves Du Manoir ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 septembre 2011**, la circulation et le stationnement sont interdits sauf aux riverains et aux personnes autorisées pour accéder au stade Yves Du Manoir.

Ces dispositions sont applicables **de 17h00 à 24h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les voies concernées sont

- . Avenue Maurice Planès.
- . Rue de Bugarel, partie comprise entre la voie de livraison de la rue de Bugarel et la rue du Pas du Loup.
- . Rue de Font Couverte.
- . Rue Simon Reynaud.
- . Rue Charles de Coulomb.
- . Rue Giacomo Puccini.
- . L'Impasse Manon Lescaut.

- . L'Impasse Turandot.
- . Impasse du Beaupré.
- . Rue des Ecuyers.
- . Rue Louis Irissou.
- . Rue Pierre Pansier.
- . Boulevard Paul Valéry, partie comprise entre la rue Simon Reynaud et la rue de Bugarel.
- . Rue de Bugarel, partie comprise entre l'avenue de Toulouse et le boulevard Paul Valéry.

Article 2 :

Le **23 septembre 2011**, le stationnement sont interdite sauf aux riverains

Ces dispositions sont applicables **de 17h00 à 24h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les voies concernées sont

- . Rue Gustave Flaubert.
- . Place Charles Cros.
- . Rue Alfred Jarry.
- . Boulevard Paul Valéry.
- . Avenue de Vanière.
- . Rue des Bougainvillées.
- . Rue des Hibiscus.
- . Rue du Lavandin, partie comprise entre la rue l'Escoutadou et la rue de Font Couverte.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **20h00** ;

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées de la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

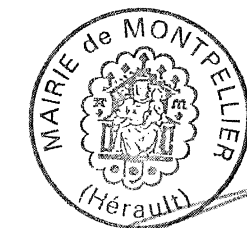
La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription, livre I, cinquième partie, signalisation d'indication et livre I, huitième partie, signalisation temporaire), sera mise en place par les services techniques de la ville.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 21 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pont de Lavérune et Avenue de Monsieur Teste

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de suppression du réseau aérien à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, l'Avenue de Monsieur Teste dans sa partie comprise entre l'Impasse Louis Armstrong et l'Impasse Duke Ellington est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **26 septembre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue du Pont de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue Judith Restnick et l'Avenue de Monsieur Teste angle avenue de Mr. Teste sur une longueur de 30 ml, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SLA

Article 5 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 21 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Edouard Adam

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 septembre 2011** et jusqu'au **21 septembre 2011** inclus, la Place Edouard Adam est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 20 SEP. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6167

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Abbé Marcel Montels

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de démontage d'antenne à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 septembre 2011, de 10h à 14h**, la circulation est interdite Rue Abbé Marcel Montels

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Cardinal de Cabrières, emprunte :

- la Rue d'Aigrefeuille
- la Rue Thomas
- la Rue Gariel

et se termine sur la Rue de la Providence.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SFR.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

20 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle LEVY Adeline

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle LEVY Adeline** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 1er septembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s)'exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle LEVY Adeline pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle LEVY Adeline** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Direction des Ressources
Humaines

Service G.P.P.E

Arrêté n° /

2011/364/NT/W

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle LABAUME Camille

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle LABAUME Camille** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 août 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle LABAUME Camille pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle LABAUME Camille** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL Mademoiselle KADDOURY Rachida Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle KADDOURY Rachida** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle KADDOURY Rachida pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle KADDOURY Rachida** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

PERSONNEL MUNICIPAL
Mademoiselle GAUSSEM Lucie
Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle GAUSSEM Lucie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle GAUSSEM Lucie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle GAUSSEM Lucie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Helène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle FLATOT Alexandra

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle FLATOT Alexandra** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle FLATOT Alexandra pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle FLATOT Alexandra** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

201

2011/364/H/N/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle FILALI Camélia

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle FILALI Camélia** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle FILALI Camélia pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle FILALI Camélia** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/3647/MT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle EL HILALI Rachida

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle EL HILALI Rachida** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s)'exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle EL HILALI Rachida pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle EL HILALI Rachida** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle DUARTE Zoé

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle DUARTE Zoé** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 août 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle DUARTE Zoé pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle DUARTE Zoé** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Id/344/NT/W

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle DESCAMPS Elodie

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle DESCAMPS Elodie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle DESCAMPS Elodie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle DESCAMPS Elodie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/3447/N/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL **Mademoiselle DELABRANCHE Valérie** Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle DELABRANCHE Valérie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 1er septembre 2011 au 31 mars 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s)'exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle DELABRANCHE Valérie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle DELABRANCHE Valérie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle DAOUDI BENATTI Sinda

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle DAOUDI BENATTI Sinda** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle DAOUDI BENATTI Sinda pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle DAOUDI BENATTI Sinda** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur DAMPEYROUX Manuel

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur DAMPEYROUX Manuel** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur DAMPEYROUX Manuel pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur DAMPEYROUX Manuel** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle CROS Camille

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle CROS Camille** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle CROS Camille pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle CROS Camille** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

901/344/MT/W

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle COURBASSIER Jeanne

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle COURBASSIER Jeanne** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 24 octobre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle COURBASSIER Jeanne pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle COURBASSIER Jeanne** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/3447/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle CLEMENT Lucie

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle CLEMENT Lucie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle CLEMENT Lucie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle CLEMENT Lucie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/3667/NT/M

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle CETOUTE Ange-Léonie

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle CETOUTE Ange-Léonie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle CETOUTE Ange-Léonie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle CETOUTE Ange-Léonie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le Responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle CANADA Marion

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle CANADA Marion** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 21 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle CANADA Marion pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle CANADA Marion** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/W

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle BOUGA Hakima

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle BOUGA Hakima** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle BOUGA Hakima pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle BOUGA Hakima** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle BENTAHAR Fatiha

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle BENTAHAR Fatiha** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle BENTAHAR Fatiha pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle BENTAHAR Fatiha** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur BENHAMOU Ezra

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur BENHAMOU Ezra** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur BENHAMOU Ezra pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur BENHAMOU Ezra** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle BEN ALI Takoua

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle BEN ALI Takoua** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle BEN ALI Takoua pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle BEN ALI Takoua** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur BAYEZZOU Noreddyne

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur BAYEZZOU Noreddyne** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur BAYEZZOU Noreddyne pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur BAYEZZOU Noreddyne** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur BARDOU Quentin

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur BARDOU** Quentin est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur BARDOU Quentin pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur BARDOU Quentin** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur BALOUTCH Wahid

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur BALOUTCH Wahid** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 19 décembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur BALOUTCH Wahid pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur BALOUTCH Wahid** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur ROUZIC Camille

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur ROUZIC Camille** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur ROUZIC Camille pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur ROUZIC Camille** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle RODRIGUEZ Hélène

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle RODRIGUEZ Hélène** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle RODRIGUEZ Hélène pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle RODRIGUEZ Hélène** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle RANDON Julie

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle RANDON Julie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 17 octobre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle RANDON Julie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle RANDON Julie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Helène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle PRINCE Vanessa

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle PRINCE Vanessa** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle PRINCE Vanessa pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle PRINCE Vanessa** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle PASCAL Marine

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle PASCAL Marine** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 24 octobre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle PASCAL Marine pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle PASCAL Marine** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle OUELAALI Asma

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle OUELAALI Asma** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle OUELAALI Asma pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle OUELAALI Asma** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/3644/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur NECILI Léo

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur NECILI Léo** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur NECILI Léo pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur NECILI Léo** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

901/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle NAYY Marion

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle NAYY Marion** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle NAYY Marion pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle NAYY Marion** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

2011/344/NT/N

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur MULLER Etienne

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur MULLER Etienne** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur MULLER Etienne pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur MULLER Etienne** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle MORIS Léa

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle MORIS Léa** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle MORIS Léa pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle MORIS Léa** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle MEHADI Fatima

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle MEHADI Fatima** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 19 décembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle MEHADI Fatima pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle MEHADI Fatima** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur LOMBARDO Florian

Recruté Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur LOMBARDO Florian** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Monsieur LOMBARDO Florian pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Monsieur LOMBARDO Florian** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressé devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Direction des Ressources
Humaines
Gestion Prévisionnelle des
Postes et des Emplois

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2011/344/MT/N

PERSONNEL MUNICIPAL

Monsieur Christophe LEROUX
Recruté Adjoint d'Animation 2ème classe
Non Titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Monsieur Christophe LEROUX** est recruté au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 3 janvier au 15 février 2012. Durant cette période, il exercera l'activité de Professeur de flamenco à la Maison pour tous Léo Lagrange, à raison de deux heures et demi par semaine, le lundi.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Pour l'exercice de ses fonctions, il devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 4 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non-respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée«ée» devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 décembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle Julie SAPY
Recrutée Adjoint d'animation 2ème classe
Non Titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle Julie SAPY** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 3 janvier au 15 février 2012. Durant cette période, elle exercera l'activité de Professeur de flamenco à la Maison pour tous Léo Lagrange, à raison de deux heures et demie par semaine, le lundi.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Pour l'exercice de ses fonctions, elle devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 4 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non-respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée«ée» devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 décembre 2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle YVONNEAU Morgane

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle YVONNEAU Morgane** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle YVONNEAU Morgane pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle YVONNEAU Morgane** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle VIDAL Elise

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle VIDAL Elise** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 7 novembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- animateur (trice)
- animateur (trice) accueil
- animateur(trice) études surveillées
- animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle VIDAL Elise pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle VIDAL Elise** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de
Montpellier

PERSONNEL MUNICIPAL

Mademoiselle SELZ Sidonie

Recrutée Adjoint d'Animation 2^{ème} classe non titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 modifiés du 30 Décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C ;
- Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 Septembre 2008, relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal relative à la rémunération des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.
- Considérant qu'il convient de recruter un agent pour faire face à un besoin ne correspondant pas à des nécessités permanentes de service ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sous réserve de remplir les conditions d'aptitude exigées pour l'exercice de sa fonction, **Mademoiselle SELZ Sidonie** est recrutée au service de la Ville de Montpellier, en qualité de personnel non titulaire pour la période du 1er septembre 2011 au 31 aout 2012.

Durant cette période, l'exercice de cette (ces) activité(s) :

- Animateur (trice)
- Animateur (trice) accueil
- Animateur(trice) études surveillées
- Animateur(trice) garderies surveillées

sera conditionné par les besoins du(des) service(s) dans lequel(lesquels) l'agent est affecté.

L'agent peut-être amené à prendre ses repas de midi à la cantine scolaire avec les enfants dont ils ont la charge éducative.

Article 2 :

L' (ou les) activité(s) exercée(s) dans le cadre de l'Article 1 sera (ront) rémunérée(s) conformément aux taux et modalités prévus par la Délibération du Conseil Municipal susvisée relative aux modalités de calcul des salaires des agents rémunérés sur état de présence (taux horaire).

Article 3 :

Mademoiselle SELZ Sidonie pourra également, en fonction des besoins du service, exercer les fonctions d'animateur en Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis et vacances scolaires.

Article 4 :

L'activité exercée dans le cadre de l'article 3 sera rémunérée par référence à la délibération relative à la rémunération des animateurs des Centres de Loisirs (forfait journalier), sur la base d'états de présence.

Article 5 :

Pour l'exercice de ses fonctions, **Mademoiselle SELZ Sidonie** devra respecter le règlement de travail, qui lui est communiqué, lors de son recrutement. Celui-ci devra être signé et porté au dossier de l'agent.

Article 6 :

Les dispositions de l'arrêté seront caduques, en cas de non respect, lié à l'exercice des activités telles qu'elles sont définies par le responsable de Service.

En cas de départ volontaire, l'intéressée devra informer son Service par écrit, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Elle informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Frédéric Bazille

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de l'entreprise Kréa Nov ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 septembre 2011** et jusqu'au **24 octobre 2011** inclus, Rue Frédéric Bazille sur 1 place nécessaire aux travaux au droit du N°1, le stationnement est interdit.
Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Kréa nov

Article 4 :

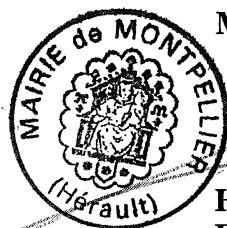
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 21 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue François Daumas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux à la demande de DIFFAZUR PISCINE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 septembre 2011**, la circulation est interdite Rue François Daumas
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 14h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue François Daumas, emprunte :

- l'Avenue du Château d'O
- la Rue André Chamson
- la Rue Jean François Champollion

et se termine sur la Rue François Daumas.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR PISCINE.

Article 5 :

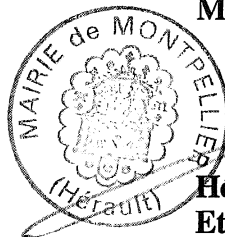
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 16 septembre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 21 SEP. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

632 Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 13 septembre 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. CHEVREAU Christophe, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Extension de réseau.

Localisation : 632 Route de Mende.

Linéaire : 6.6 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

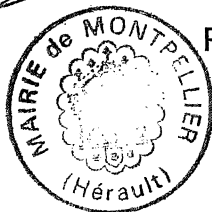
Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le vendredi 16 septembre
2011


Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint Délégué,

Philippe THINES



Publié le :
Notifié le : 22 SEP. 2011

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2011/2458 / TIR

**Démarche de l'élaboration du Projet Urbain.
Délégation à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint
délégué à l'urbanisme, pour représenter Madame Le
Maire aux ouvertures des plis des contrats le 3 octobre
2011 et aux réunions de négociations du 5 octobre 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités locales et notamment l'article L.2212-18;
- Vu le code des marchés publics et notamment les articles 22 et 24;
- Vu la délibération n°2010/455 prise par le conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 8 novembre 2010 approuvant le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain et désignant les membres du jury du concours élus en son sein.

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Le Maire étant indisponible donne délégation à **Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint Délégué à l'Urbanisme**, pour l'ouverture des plis relatifs aux propositions de contrats prévue le **3 octobre 2011**, ainsi que pour les réunions de négociations liées à ces mêmes marchés prévues le **5 octobre 2011**.

Article 2^{ème} :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16/09/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 19/09/2011
Notifié le :

**Démarche de l'élaboration du Projet Urbain
de la Ville de Montpellier.
Concours d'urbanisme.
Choix des lauréats.**

Madame Le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le code général des collectivités locales et notamment l'article L.2212-18,
- **Vu** le code des marchés publics et notamment les articles 22 et 24,
- **Vu** l'article 70 du Code des Marchés Publics,
- **Vu** le procès verbal du jury du concours qui s'est réuni le 9 septembre 2011, formulant un avis motivé et proposant un classement des concurrents,
- **Considérant** qu'il y a lieu de procéder à la désignation du ou des lauréats du concours au vu du procès verbal du jury,

Arrête :

Article 1^{er} :

Les lauréats du concours d'urbanisme pour l'élaboration du Projet Urbain de la Ville de Montpellier sont, dans l'ordre de classement, les suivants :

Equipe C : groupement AUC / BOUTTE / BAS SMETS / MSC / EGIS,

Equipe A : groupement MADEC / ORGECO / CUADD / SCOP SARL TRIBU / TOURRE / CLEMENT,

Equipe D : groupement STUDIO ASSOCIATO / MENSIA.

Article 2^{ème} :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16/09/2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 19/09/2011

Notifié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6177

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6146 du 19 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

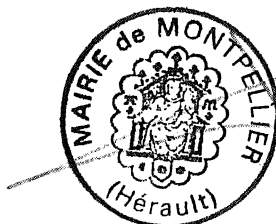
À compter du 09 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6146 du 19 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 16 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 septembre 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 21 SEP. 2011